

**Ecologie - Climat - Réponse de M.  
Nicolas Hulot, ministre d'Etat,  
ministre de la transition écologique  
et solidaire, à une question au  
gouvernement à l'Assemblée  
nationale**  
(Paris, 20 février 2018)

(Question sur l'importation de l'huile de palme)

Monsieur le Député, il n'y a pas deux points de vue, si cela peut vous rassurer. Il y a, notamment dans le cadre du Plan climat, un objectif qui n'est pas négociable : mettre fin à la déforestation importée dans notre pays.

Deuxièmement, la France a signé avec l'Union européenne, le Congo, l'Indonésie, la Colombie, la déclaration de New York dont l'objectif est de mettre fin à la déforestation des forêts primaires d'ici à 2030.

Une fois que l'on a dit cela, il s'agit de ne pas être dogmatique. Vous évoquez les dégâts causés par les plantations destinées à la production d'huile de palme : j'ai constaté de visu que c'était une calamité. Pourtant, l'interdire totalement serait également décourager les petits producteurs que j'ai rencontrés en Afrique ainsi que les efforts de certains pays producteurs. Je ne voudrais pas tomber dans cet excès.

Deux principes doivent guider notre action, notre fermeté et notre exigence de contrôle : en aucun cas l'huile de palme ne doit être produite au détriment de la forêt ou des cultures vivrières. Ces deux principes sont intangibles et nous devons renforcer les critères de durabilité, ce que nous sommes en train de faire avec l'Union européenne. J'y veillerai personnellement./.

(Source : site Internet de l'Assemblée nationale)